

CONFINÉ.ES MAIS PAS RÉSIGNÉ.ES

La crise sanitaire que nous traversons nous a conduit.es à mettre en veille les manifestations. Pour autant, la lutte se poursuit... d'autant que la gestion désastreuse de cette crise par le gouvernement, son opportunisme pour casser nos droits et nous voler nos conquies sociaux, son acharnement à fragiliser les plus précaires (qui sont souvent aussi les plus utiles à la société) ouvrent de nouveaux fronts.

Petit résumé de la situation dans le Tarn et des actions menées par l'union syndicale SUD Solidaires :



Dans le secteur de la santé : le pic arrive... et le matériel manque

En effet, le pic annoncé se profile : des cas de contamination au Covid-19 se révèlent chez des patient.es, des soignant.es, celles et ceux qui sont autour du soin... avec les premières hospitalisations sous respirateur.

La grande difficulté dans le secteur, c'est la pénurie de matériel de protection, notamment les masques. C'est vrai à l'hôpital, mais aussi dans les EHPAD, chez les infirmiers-ières qui travaillent en libéral, à quoi il faut ajouter le secteur du social, grand oublié et sacrifié de cette crise.

Les soignant.es, celles et ceux qui sont autour du soin et les travailleurs-euses du social sont contraint.es de recourir à la débrouille : masques récupérés ici et là ou fabriqués maison. Une honte !

Quand ils compteront le coût budgétaire de cette crise sanitaire, nous compterons les mort.es...

Du fric pour l'hôpital public !

Crions-le à nos fenêtres tous les soirs à 20h, et puis le moment venu nous nous battons dans la rue pour défendre des services publics trop longtemps sacrifiés

Usine Valéo à Mazamet : enfin du chômage partiel...

Depuis le lundi 23 mars, l'usine Valéo de Mazamet a mis en place du chômage partiel... Enfin !

Au début de la crise sanitaire, cette usine, qui fabrique de l'équipement automobile, a poursuivi son activité au mépris de la santé des salarié.es et pour le seul profit des actionnaires.



Alertée, l'union syndicale SUD Solidaires Tarn a écrit à l'inspection du travail et publié, le mercredi 18 mars, un communiqué dénonçant cette situation. La presse locale a relayé :

Lire l'article du *Journal d'ici* (19/03/20) en cliquant [ici](#)

Lire l'article de *La Dépêche du midi* (20/03/2020) en cliquant [ici](#)

La médiatisation de cette situation scandaleuse par SUD Solidaires a sans doute contribué à la décision qu'a prise la direction depuis le lundi 23 mars : fermeture de l'usine et chômage partiel. C'est une petite victoire, c'est surtout un grand soulagement pour les salarié.es.

Nos vies valent plus que leurs profits



La Poste : Qu'attend la direction pour cesser l'activité ? Un drame ?

La direction de La Poste impose le maintien de l'activité... une décision incompréhensible et irresponsable !

La distribution du courrier et des colis est-elle une priorité en ces temps de crise sanitaire ? Les masques que portent les facteurs et factrices pour assurer cette distribution ne devraient-ils pas plutôt être mis à disposition des soignant.es qui en manquent ? Décidément, la logique des entreprises est bien cynique...

Plusieurs cas de Covid-19 sont avérés ou suspectés chez les postiers et postières du Tarn : depuis le 18 mars, l'équipe de Mediapost est en quatorzaine ; le vendredi 20 mars, c'est un autre service qui a été confiné et son personnel mis en quatorzaine. Mais les autres services continuent à fonctionner... au mépris des risques pris par tou.te.s.

C'est ce qu'a dénoncé SUD PTT 81 dans un courrier adressé à la direction régionale de la Poste : il alerte sur les conditions de travail des salarié.es, dénonce l'opacité des informations qui leur sont fournies et menace d'actions au pénal. **La Poste, par son attitude irresponsable, participe à la propagation du virus et met en danger la vie des postiers et des postières comme celle des usagers-usagères.**

La Direction doit, par ailleurs, cesser d'exercer des pressions sur les agent.es qui font valoir leur droit de retrait. La sécurité des agent.es n'étant pas assurée par la Direction, leur santé étant manifestement menacée, ce droit de retrait est parfaitement légitime : **halte aux pressions hiérarchiques !**

Devant les risques que, partout en France, la Poste fait prendre aux salarié.es, la Fédération SUD PTT l'a assignée en référé ; ce sera jugé en avril. Vous pouvez lire le communiqué [ici](#)

Comdata à Carmaux : des salarié.es sacrifié.es...

Même logique à l'œuvre chez Comdata à Carmaux, centre d'appels qui s'est déjà tout récemment illustré par son refus d'accorder aux salarié.es « la prime Macron »...

La crise sanitaire ne devrait guère avoir d'incidence sur les profits qu'enregistre cette entreprise puisqu'elle maintient son activité comme en temps normal, sans prendre en compte les risques que courent les salarié.es.

Mardi dernier, le 17 mars, à l'appel d'une intersyndicale à laquelle participe SUD PTT, les salarié.es ont exercé collectivement un droit de retrait. Mais la Direction les a contraint.es à reprendre le travail et refuse de mettre en place du chômage partiel, considérant qu'elle ne subit pas de baisse d'activités et qu'elle a désormais mis en place les mesures sanitaires nécessaires...

Les salarié.es de Comdata doivent-elles/ils être les « sacrifié.es » du Covid-19 ? Continuer à se déplacer, à prendre des risques pour leur santé et celle des autres ? L'activité d'un centre d'appels est-elle bien essentielle en temps de crise sanitaire ?

Au niveau national, SUD Solidaires a lancé une pétition pour dénoncer la situation dans les centres d'appels et pour appeler à l'arrêt de l'activité. Vous pouvez la signer [ici](#)

Chez Orange : c'est toujours le bazar

Un cas avéré de Covid-19 et des suspicions parmi les agent.es des centres tarnais... Mise en place du télé-travail, quand c'est possible.

Gros bazar pour définir les missions prioritaires des technicien.ne.s : les interventions dans les hôpitaux se font sur la base du volontariat ; dans les autres cas, c'est le chef qui décide du caractère prioritaire ou non de l'intervention, les technicien.ne.s interviennent avec des protections... qui manquent à l'hôpital !

Et dans les autres secteurs : un « triste bordel » aussi...

Dans l'éducation : toujours de grosses difficultés à mettre en place une « continuité pédagogique » qui n'en est pas vraiment une et n'a pas les moyens de l'être, et surtout qui laisse sur le bord du chemin les plus fragiles.

Les enseignant.es se portent volontaires pour assurer la garde des enfants des soignant.es... mais ils et elles assurent cette mission sans protection !



Sud éduc adresse un courrier à la Directrice de l'iNU Champollion pour avoir des infos et des garanties sur la situation des vacataires et des étudiant.es ; un courrier au DASEN pour l'alerter sur certaines situations et prépare un communiqué de presse.



Dans les Finances Publiques : mise en place du Plan de Continuité de l'Activité difficile. Après une grosse désorganisation imputable à un manque de préparation, ça se met en place petit à petit. Des missions prioritaires ont été définies et les équipes dans les services sont en effectif réduit. Les moyens manquent pour le télétravail.

DROITS AUX CONGÉS PAYÉS, 35 HEURES... LA LOI "URGENCE CORONAVIRUS" VA REVENIR SUR LES CONQUIS SOCIAUX... SANS DATE LIMITE

